RCS : ST NAZAIRE
Code greffe : 4402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST NAZAIRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 D 00313
Numéro SIREN : 450 408 729
Nom ou dénomination : ARMA

Ce dépôt a été enregistré le 24/11/2017 sous le numéro de dépôt 4456

EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME À L'ORIGINAL

Marc CHARIER

ARMA

Société Civile Immobilière au capital de 1 000.00 €
Siège social : 144 BOULEVARD DES OCEANIDES
44380 PORNICHET
450 408 729 RCS SAINT-NAZAIRE

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE EN DATE DU 17 JUIN 2017

L'an deux mille dix-sept,

Le dix-sept juin, à quinze heures,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale mixte au siège social, sur convocation de la gérance, faite par lettre recommandée en date du 2 juin 2017.

/ . . . . . / . . .

Monsieur Marc CHARIER préside la séance en sa qualité de gérant associé.

Il constate, en conséquence, que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise de plus de la moitié des parts sociales.

/ . . . . . / . . .

Puis le président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

/ . . . . . / . . .

ORDRE DU JOUR EXTRAORDINAIRE

- **AGREMENT D'UN NOUVEL ASSOCIE,**
- **MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS,**
- **POUVOIRS EN VUE DES FORMALITES.**

/ . . . . . / . . .

II - RESOLUTIONS EXTRAORDINAIRES

SIXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer la cession des 998 parts sociales de Monsieur Marc CHARIER et de la part sociale de Monsieur Arnaud CHARIER conformément à la loi et à l'article 11 des statuts au profit de :

- ***La Société IMMAV,*** *Société civile immobilière au capital de 1.500 €, ayant son siège social 144, Boulevard des Océanides à PORNICHET (44380) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 453 787 350.*

Cet agrément prendra effet à compter du jour où la cession définitive sera signifiée à la Société, ce qui devra intervenir avant le 31 décembre 2017 Passé ce délai, la demande d'agrément devra être renouvelée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RESOLUTION

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la cession de parts autorisée sous la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 8 des statuts :

«ARTICLE 8 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1.000) EUROS

Il est divisé en MILLE (1.000) PARTS de UN (1) EURO chacune, numérotées de 1 à 1.000 attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- ***Monsieur Marc CHARIER,***
  à concurrence d'UNE PART, ci ..... 1 part numérotée 1 ;
- *IMMAV*
  à concurrence de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF PARTS, ci.....999 parts numérotées de 2 à 1.000 ;

  Total égal au nombre de parts composant le capital social :ci.....1.000 parts.»

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

/ . . . . . / . . .

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Arnaud CHARIER,
Demeurant 36, Boulevard Paul Langevin – 44100 NANTES
Né le 4 octobre 1987 à Nantes,
De nationalité française
Célibataire majeur,

Ci-après dénommée « Le Cédant »
D'une part

ET

La Société IMMAV, Société civile au capital de 1.500 € ayant son siège social 144, Boulevard des Océanides, immatriculée sous le numéro 453 787 350 au RCS de SAINT-NAZAIRE,

Représentée par Monsieur Marc CHARIER, Gérant de la société, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des délibérations des associés du 17 juin 2017, ainsi qu'il le déclare,

Ci-après dénommée « Le Cessionnaire»
D'autre part

AC AC

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
SAINT-NAZAIRE 1
Le 09/10/2017 Dossier 2017 35514, référence 2017 A 01052
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Contrôleur des finances publiques Valérie AUDIN

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La SCI ARMA est une Société civile immobilière constituée suivant acte sous seing privé du 15 septembre 2003.

Son capital social s'élève à 1.000 € divisé en 1.000 parts sociales numérotée de 1 à 1.000, entièrement libérées et réparties, depuis cette date, entre les associés de la manière suivante :

Monsieur Marc CHARIER
Propriétaire de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF parts sociales ..... 999 parts
Numérotées de 1 à 999

Monsieur Arnaud CHARIER
Propriétaire de UNE part sociale ..... 1 parts
Numérotée 1.000

Son siège social est à PORNICHET (44380) – 144, Boulevard des Océanides

La société a pour objet :

- L'acquisition, la construction, et la propriété de tous biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel,

- La mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location ou autrement de tous immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance,

- La prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés,

Et plus généralement, toutes opération se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, à la condition qu'elles ne puissent porter atteinte au caractère civile de l'activité sociale.

Elle est immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 450 408 729 depuis le 14 octobre 2003.

Son gérant est Monsieur Marc CHARIER.

Son exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Monsieur Arnaud CHARIER est régulièrement propriétaire des parts sociales cédées pour les avoir reçues en contrepartie de leur apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société le 16 septembre 2003.

MC AC

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Cession de parts sociales

Monsieur Arnaud CHARIER, Cédant, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit,

- LA PLEINE PROPRIETE D'UNE (1) PART SOCIALE NUMEROTEE 1.000, qu'il détient au capital de la SCI ARMA,

A la société IMMAV, Cessionnaire sus-dénommé.

Le Cessionnaire sera propriétaire de la pleine propriété de la part sociale cédée à compter de ce jour. Il sera subrogé dans les droits et obligations attachés aux parts présentement cédées à compter de ce jour.

A compter de ce jour, tout dividende, acompte sur dividende ou tout produit revenant aux parts sociales qui sera mis en distribution, quelle que soit l'origine des répartitions, bénéficiera exclusivement ou totalement au Cessionnaire.

La part cédée n'est représentée par aucun titre et sa propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu la modifier.

ARTICLE 2 – Liberté de disposition

Le Cédant atteste que la part sociale cédée ne fait l'objet d'aucun engagement ou procédure venant interdire, affecter ou restreindre sa libre disposition ; elle est libre de tout nantissement, gage, ou autre sureté, droit ou réclamation.

ARTICLE 3 – Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant un prix de UN EURO (1 €) pour la part sociale cédée que le Cessionnaire a payé comptant ce jour au Cédant qui le reconnait et lui en consent bonne et valable quittance définitive et sans réserve.

Dont quittance définitive et sans réserve.

ARTICLE 4 – Agrément de la cession

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, le Cessionnaire a été dûment agréé en qualité de nouvel associé par assemblée générale en date du 17 juin 2017.

ARTICLE 5 – Cautionnement

Le Cédant déclare qu'il n'a pas donné de caution, aval ou autre sureté en garantie des engagements de la Société.

ARTICLE 6 – Opposabilité

La Présente cession sera rendue opposable à la Société et aux tiers dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.

NC AC

ARTICLE 7 – Déclaration des parties

Les parties déclarent que le présent acte a été établi sur la base des déclarations faites par elles sur leurs seules affirmations.

Le Cessionnaire reconnait avoir reçu avant ce jour un état complet des inscriptions au nom de la Société, dont la part est présentement cédée, auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

Par ailleurs, les parties déclarent :

- Que le prix de cession a été fixé librement entre elles,
- Que toutes les affirmations contenues dans les présentes sont sincères et véritables,

Et en conséquence, donnent décharge sans aucune réserve au rédacteur de sa mission de rédaction.

ARTICLE 8 – Déclarations d'état civil et autres

Le Cédant et le Cessionnaire déclarent :

- Etre résidents français au sens de la réglementation,
- Qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle, ni de restriction d'ordre légal ou conventionnel à l'acquisition ou la cession des parts sociales, objet des présentes.

Le Cessionnaire déclare :

- Etre régulièrement constitué et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés,
- Ne pas être en état de cessation des paiements, ne pas faire l'objet d'une procédure de sauvegarde, conciliation, de redressement et/ou liquidation judiciaire.

ARTICLE 9 – Déclarations fiscales

Article 9-1 – Droits d'enregistrement

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Cédant déclare que :

- La part sociale cédée représente des apports en numéraire,
- La présente cession n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du CGI et qu'elle n'entraine pas la dissolution de la Société,
- Conformément à l'article 726 I 2° du CGI, la SCI ARMA est une société à prépondérance immobilière dans la mesure où son actif est principalement constitué d'immeubles au jour de la présente cession,

Le droit d'enregistrement de 5 % est par conséquent dû sur l'intégralité du prix de cession.

La valeur des titres cédés étant égale à UN EUROS (1) EURO, le montant du droit dû s'élève à 25 €

Le Cessionnaire déclare qu'il dépend du SIE de SAINT-NAZAIRE Nord Ouest.

Article 9-2 – Plus-values

Le CEDANT déclare être informé du régime des plus-values auquel il est soumis, prévu par le Code général des impôts et applicable à la présente cession.

Le CEDANT déclare :

1) Qu'il a son domicile à l'adresse indiqué en tête des présentes,

2) Que le service des impôts dont il dépend est celui de SIP SAINT-NAZAIRE – CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES – 54, Rue du Général de Gaulle – BP 243 – 44606 SAINT-NAZAIRE CEDEX,

3) Que la société SCI ARMA relève du régime de l'IRPP en ce qui concerne le CEDANT,

4) Que la société dénommée SCI ARMA est également à prépondérance immobilière au sens des dispositions de l'article 150 UB du Code Général des Impôts,

5) Que le CEDANT détient les parts présentement cédées, qui lui ont été attribuées en rémunération de son apport en numéraire constaté aux termes des statuts de la société émettrice des parts cédées.

Le CEDANT reconnaît en outre être informé que la plus-value résultant de la vente sera taxée au taux forfaitaire prévu par les dispositions de l'article 200 B du Code général des impôts auquel viennent s'ajouter la CSG et autres prélèvements sociaux.

Au cas particulier, le prix de revient des titres cédés, corrigé de la quote-part des pertes ayant donné lieu à comblement, de la quote-part des déficits déduits et de la quote-part des bénéfices répartis, s'élève à 1 €.

Le prix de cession s'élevant à 1 €, aucune plus-value n'est réalisée. En conséquence, le CEDANT est dispensé de produire une déclaration de plus-value N°2048 M.

Aucun impôt sur le revenu ne sera donc dû au titre de cette plus-value.

ARTICLE 10 - <u>Formalités – Pouvoirs</u>

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de rendre la cession ci-dessus opposable à la Société.

ARTICLE 11 – <u>Frais</u>

Les honoraires, frais et droit d'enregistrement de la présente cession, et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

ARTICLE 12 – <u>Election de domicile</u>

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège social et adresse respectifs.

A PORNICHET
Le 29 septembre 2017

En SIX (6) exemplaires originaux

Le Cédant
Monsieur Arnaud CHARIER

Le Cessionnaire
La société IMMAV

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Marc CHARIER,
Demeurant 144, Boulevard des Océanides – 44380 PORNICHET
Né le 3 août 1953 à Montoir de Bretagne,
De nationalité française
Marié avec Madame Corinne KERNALEGUEN sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Didier LECLERC, notaire à ROCHEFORT-EN-TERRE le 23 juillet 2013, préalable à leur union célébrée à la mairie de PORNICHET (44) le 23 novembre 2013, ledit régime non modifié depuis ainsi qu'il le déclare,

Ci-après dénommée « Le Cédant »
D'une part

ET

La Société IMMAV, Société civile au capital de 1.500 € ayant son siège social 144, Boulevard des Océanides, immatriculée sous le numéro 453 787 350 au RCS de SAINT-NAZAIRE,

Représentée par Monsieur Marc CHARIER, Gérant de la société, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des délibérations des associés du 17 juin 2017, ainsi qu'il le déclare,

Ci-après dénommée « Le Cessionnaire»
D'autre part

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
SAINT-NAZAIRE 1
Le 09/10/2017 Dossier 2017 35511, référence 2017 A 01050
Enregistrement : 50 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cinquante Euros
Montant reçu : Cinquante Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Comptable des finances publiques
Valérie AUDIN

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La SCI ARMA est une Société civile immobilière constituée suivant acte sous seing privé du 15 septembre 2003.

Son capital social s'élève à 1.000 € divisé en 1.000 parts sociales numérotée de 1 à 1.000, entièrement libérées et réparties, depuis cette date, entre les associés de la manière suivante :

Monsieur Marc CHARIER
Propriétaire de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF parts sociales ..... 999 parts
Numérotées de 1 à 999

Monsieur Arnaud CHARIER
Propriétaire de UNE part sociale ..... 1 parts
Numérotée 1.000

Son siège social est à PORNICHET (44380) – 144, Boulevard des Océanides

La société a pour objet :

- L'acquisition, la construction, et la propriété de tous biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel,

- La mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location ou autrement de tous immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance,

- La prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés,

Et plus généralement, toutes opération se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, à la condition qu'elles ne puissent porter atteinte au caractère civile de l'activité sociale.

Elle est immatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le numéro 450 408 729 depuis le 14 octobre 2003.

Son gérant est Monsieur Marc CHARIER.

Son exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Monsieur Marc CHARIER est régulièrement propriétaire des parts sociales cédées pour les avoir reçues en contrepartie de leur apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société le 16 septembre 2003.

Les parts présentement cédées ne dépendant pas de la communauté de bien existant entre le Cédant et son conjoint, l'intervention de ce dernier n'est pas nécessaire.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Cession de parts sociales

Monsieur Marc CHARIER, Cédant, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit,

- LA PLEINE PROPRIETE DE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT (998) PARTS SOCIALES NUMEROTEES 2 à 999, qu'il détient au capital de la SCI ARMA,

A la société IMMAV, Cessionnaire sus-dénommé.

Le Cessionnaire sera propriétaire de la pleine propriété des 998 parts sociales cédées à compter de ce jour. Il sera subrogé dans les droits et obligations attachés aux parts présentement cédées à compter de ce jour.

A compter de ce jour, tout dividende, acompte sur dividende ou tout produit revenant aux parts sociales qui sera mis en distribution, quelle que soit l'origine des répartitions, bénéficiera exclusivement ou totalement au Cessionnaire.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

ARTICLE 2 – Liberté de disposition

Le Cédant atteste que les parts sociales cédées ne font l'objet d'aucun engagement ou procédure venant interdire, affecter ou restreindre leur libre disposition ; elles sont libres de tout nantissement, gage, ou autre sureté, droit ou réclamation.

ARTICLE 3 – Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant un prix de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT EUROS (998 €) pour les 998 parts sociales cédées que le Cessionnaire a payé comptant ce jour au Cédant qui le reconnait et lui en consent bonne et valable quittance définitive et sans réserve.

Dont quittance définitive et sans réserve.

ARTICLE 4 – Agrément de la cession

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, le Cessionnaire a été dûment agréé en qualité de nouvel associé par assemblée générale en date du 17 juin 2017.

ARTICLE 5 – Cautionnement

Le Cédant déclare qu'il n'a pas donné de caution, aval ou autre sureté en garantie des engagements de la Société.

ARTICLE 6 – Opposabilité

La Présente cession sera rendue opposable à la Société et aux tiers dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 – Déclaration des parties

Les parties déclarent que le présent acte a été établi sur la base des déclarations faites par elles sur leurs seules affirmations.

Le Cessionnaire reconnait avoir reçu avant ce jour un état complet des inscriptions au nom de la Société, dont les parts sont présentement cédées, auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

Par ailleurs, les parties déclarent :

- Que le prix de cession a été fixé librement entre elles,
- Que toutes les affirmations contenues dans les présentes sont sincères et véritables,

Et en conséquence, donnent décharge sans aucune réserve au rédacteur de sa mission de rédaction.

ARTICLE 8 – Déclarations d'état civil et autres

Le Cédant et le Cessionnaire déclarent :

- Etre résidents français au sens de la réglementation,
- Qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle, ni de restriction d'ordre légal ou conventionnel à l'acquisition ou la cession des parts sociales, objet des présentes.

Le Cessionnaire déclare :

- Etre régulièrement constitué et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés,
- Ne pas être en état de cessation des paiements, ne pas faire l'objet d'une procédure de sauvegarde, conciliation, de redressement et/ou liquidation judiciaire.

ARTICLE 9 – Déclarations fiscales

Article 9-1 – Droits d'enregistrement

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Cédant déclare que :

- Les parts sociales cédées représentent des apports en numéraire,
- La présente cession n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du CGI et qu'elle n'entraine pas la dissolution de la Société,
- Conformément à l'article 726 I 2° du CGI, la SCI ARMA est une société à prépondérance immobilière dans la mesure où son actif est principalement constitué d'immeubles au jour de la présente cession,

Le droit d'enregistrement de 5 % est par conséquent dû sur l'intégralité du prix de cession.

La valeur des titres cédés étant égale à NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT EUROS (998) EUROS, le montant du droit dû s'élève à 50 €

Le Cessionnaire déclare qu'il dépend du SIP de SAINT-NAZAIRE Nord Ouest.

Article 9-2 – Plus-values

Le CEDANT déclare être informé du régime des plus-values auquel il est soumis, prévu par le Code général des impôts et applicable à la présente cession.

Le CEDANT déclare :

1) Qu'il a son domicile à l'adresse indiqué en tête des présentes,

2) Que le service des impôts dont il dépend est celui de SIP SAINT-NAZAIRE – CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES – 54, Rue du Général de Gaulle – BP 243 – 44606 SAINT-NAZAIRE CEDEX,

3) Que la société SCI ARMA relève du régime de l'IRPP en ce qui concerne le CEDANT,

NC

4) Que la société dénommée SCI ARMA est également à prépondérance immobilière au sens des dispositions de l'article 150 UB du Code Général des Impôts,

5) Que le CEDANT détient les parts présentement cédées, qui lui ont été attribuées en rémunération de son apport en numéraire constaté aux termes des statuts de la société émettrice des parts cédées.
Le CEDANT reconnaît en outre être informé que la plus-value résultant de la vente sera taxée au taux forfaitaire prévu par les dispositions de l'article 200 B du Code général des impôts auquel viennent s'ajouter la CSG et autres prélèvements sociaux.

Au cas particulier, le prix de revient des titres cédés, corrigé de la quote-part des pertes ayant donné lieu à comblement, de la quote-part des déficits déduits et de la quote-part des bénéfices répartis, s'élève à 998 €.

Le prix de cession s'élevant à 998 €, aucune plus-value n'est réalisée. En conséquence, le CEDANT est dispensé de produire une déclaration de plus-value N°2048 M.

Aucun impôt sur le revenu ne sera donc dû au titre de cette plus-value.

ARTICLE 10 - <u>Formalités – Pouvoirs</u>

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de rendre la cession ci-dessus opposable à la Société.

ARTICLE 11 – <u>Frais</u>

Les honoraires, frais et droit d'enregistrement de la présente cession, et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

ARTICLE 12 – <u>Election de domicile</u>

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège social et adresse respectifs.

A PORNICHET
Le 29 septembre 2017

En SIX (6) exemplaires originaux

Le Cédant
Monsieur Marc CHARIER

Le Cessionnaire
La société IMMAV

ARMA

Société civile immobilière au capital de 1.000 euros

Siège social : 144 boulevard des Océanides 44380 PORNICHET

SIREN 450 408 729 – RCS SAINT-NAZAIRE

STATUTS

STATUTS MIS A JOUR SUIVANT
ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU **17 JUIN 2017**

TITRE I
FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE
DUREE - EXERCICE

Article 1 – FORME

Il est formé entre les soussignés une société civile qui sera régie notamment par les dispositions contenues dans le titre IX du livre III du Code civil, par toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- l'acquisition, la construction et la propriété de tous biens immobiliers, à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel,

- la mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location ou autrement, de tous immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance,

- la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés ;

Et plus généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, à la condition qu'elles ne puissent porter atteinte au caractère civil de l'activité sociale.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **ARMA**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société civile" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PORNICHET (LOIRE-ATLANTIQUE) 144 boulevard des Océanides.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence, et partout ailleurs, par décision collective extraordinaire.

Article 5 – DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social courra du jour de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2003.

TITRE II
APPORTS- CAPITAL SOCIAL

Article 7 - APPORTS

1 - Dispositions de l'article 1832-2 du Code civil

Aucun associé n'étant marié sous le régime de la communauté de biens, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil n'ont pas trouvé application.

2 - Montant et modalités des apports

Les soussignés font apport à la société, savoir:

- M. Marc CHARIER,
  la somme de : 999 euros

- M. Arnaud CHARIER,
  la somme de : 1 euro

Montant total des apports en numéraire 1 000 euros

Le capital social sera libéré sur appel de la gérance.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille (1 000) euros.

Il est divisé en mille (1 000) parts de un (1) euro chacune, numérotées de 1 à 1 000, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- **M. Marc CHARIER,**
  à concurrence d'UNE PART, ci ..... 1 part
  numérotée 1 ;

- **IMMAV**
  à concurrence de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF PARTS, ci ..... 999 parts
  numérotées de 2 à 1.000 ;

Total égal au nombre de parts composant le capital social : ci ..... 1.000 parts

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti selon une décision collective extraordinaire des associés, selon tout mode approprié, dans le strict respect du principe de l'égalité entre les associés.

En cas d'augmentation de capital par création de parts sociales en numéraire, les associés organisent, s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel à titre irréductible et réductible.

En cas d'apport de biens communs, le conjoint de l'apporteur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport.

L'acceptation ou l'agrément vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport. Si la revendication intervient après la réalisation de l'apport, le conjoint doit être agrée dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

La réduction du capital social par voie de rachat de parts sociales est possible sous réserve que l'offre s'adresse à tous les associés et prévoie une répartition équitable des parts dont l'achat a été sollicité par des associés, le tout à défaut d'autre décision des associés.

TITRE III
- PARTS SOCIALES -

Article 10 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

1 – Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Elle ouvre droit à répartition des bénéfices et du boni de liquidation, ainsi qu'à obligation de contribution aux pertes dans les conditions prévues ci-après.

Elle donne également droit de participer aux décisions collectives selon les modalités fixées ci-dessous.

2 – A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements. L'associé qui n'aurait apporté que son industrie serait tenu comme celui dont la participation dans le capital serait la plus faible.

Les Créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir vainement poursuivi la société, conformément aux prescriptions légales et réglementaires applicables en la matière.

3 – Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droit de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions ou mutations de parts régulièrement consenties, signifiées et publiées.

Une copie de ces documents, certifiée conforme par la gérance, sera délivrée, aux frais de la société, à tout associé qui en fera la demande.

4 – Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que pour une seule tête.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier comme le stipule l'article 1844 du Code civil.

5 - Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droits, conjoint et héritiers d'un associé, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

Article 11 – TRANSMISSIONS DES PARTS SOCIALES ENTRE VIFS

1 - Forme des cessions

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la société, les cessions faites par l'un deux à l'autre, pour être valables, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seings privés ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

2 - Agrément des cessions

1 - Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de l'unanimité des associés.

2- Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession, accompagné de la demande d'agrément, est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans le mois qui suit cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

A défaut par la gérance d'avoir provoqué cette réunion, tout associé peut convoquer lui-même l'assemblée sans mise en demeure préalable de la gérance. En cas de convocation par plusieurs associés, seule est régulière la convocation pour la date la plus rapprochée.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les deux mois qui suivent la notification par le cédant du projet de cession. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la cession est réputé acquis.

3 - En cas d'agrément, la cession doit être régularisée. Faute de l'être dans un délai de trois mois par défaillance du cédant, ce dernier est réputé avoir renoncé à son projet.

4 - En cas de refus d'agrément, la gérance notifie sa décision, dans les mêmes formes et délai, à chacun des autres associés, en leur indiquant le nombre de parts à céder et le prix demandé.

Les associés disposent alors d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs desdites parts. En cas de demandes excédant le nombre de parts offertes, il est procédé par la gérance à une répartition des parts entre les demandeurs, proportionnellement au nombre de parts détenues par ces derniers, et dans la limite de leurs demandes.

Si, dans le délai prévu, les associés ne se portent pas acquéreurs de la totalité des parts dont la cession est projetée, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des associés autres que le cédant ou procéder elle-même au rachat desdites parts en vue de leur annulation, la décision de rachat devant également être prise à l'unanimité des associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification à la société du projet de cession, l'agrément est réputé acquis, à moins que les associés autres que le cédant ne décident, dans le même temps, de prononcer la dissolution anticipée de la société. Il en sera de même si les offres ne portent pas sur la totalité des parts dont la cession est projetée.

Le cédant peut alors faire échec à la décision de dissolution anticipée de la société en notifiant à cette dernière, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai d'un mois à compter de cette décision, qu'il renonce à la cession envisagée.

5 – Le prix de rachat est payable comptant et l'offre des candidats acquéreurs n'est recevable qu'accompagnée du dépôt du prix entre les mains d'un dépositaire désigné par la gérance.

6 - Les dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus sont applicables à tous modes de cession entre vifs, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont également applicables aux apports de parts sociales à toutes personnes morales, même par voie de fusion, scission ou autres opérations assimilées.

7 - Toute réalisation forcée de parts sociales doit être notifiée au moins un mois avant la réalisation, tant à la société qu'aux autres associés. Dans ce délai d'un mois, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, décider la dissolution anticipée de la société, ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code civil et aux présents statuts.

Si la vente a lieu, chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours à compter de cette vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée.

Si aucun associé n'exerce la faculté de substitution, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

Le non-exercice de cette faculté de substitution emporte agrément du bénéficiaire de la réalisation forcée.

8 - Les associés peuvent encore donner leur consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus. Ce consentement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée, à la condition que les dispositions du paragraphe 7 ci-dessus aient été respectées.

3 - Liquidation de communauté

En cas de liquidation, par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou l'ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé doit être soumise à la procédure d'agrément prévue au 2 ci-dessus.

NC

Article 12 – DECES OU RETRAIT D'UN ASSOCIE

1 – Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de leur agrément par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales, dans les conditions fixées pour l'agrément d'un tiers étranger.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Si la société refuse en définitive, de consentir à la transmission aux héritiers autres que les héritiers en ligne directe et le conjoint, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts dont l'attribution n'a pas été agréée, ou éventuellement de les faire acheter par la société dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

A défaut, l'agrément des héritiers est réputé acquis.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint, au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé et éventuellement, de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 10 des présents statuts.

2 - Retrait d'un associé

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'accord unanime de ses coassociés, pris en la forme d'une décision collective extraordinaire, et dans le cadre d'une assemblée.

La demande de retrait doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés, trois mois avant la date d'effet.

Le retrait peut également être autorisé pour juste motif par décision du tribunal de grande instance.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits, fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par un expert désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Si le bien qu'il a apporté et dont les parts concernées ont constitué la rémunération, se trouve encore en nature dans l'actif social lors du retrait, l'associé peut se le faire attribuer, à charge de soulte s'il y a lieu. A défaut d'accord, la valeur du bien est fixée par un expert désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civi1. L'associé peut renoncer au retrait jusqu'à l'acceptation expresse ou tacite du prix.

La gérance, à la suite du retrait, opère la réduction du capital et l'annulation des parts intéressées.

NC

TITRE IV
- GERANCE -

Article 13 - NOMINATION

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, désignés par décision collective ordinaire des associés.

La gérance de la société est assurée par :

- M. Marc CHARIER, demeurant à PORNICHET (LOIRE ATLANTIQUE) 144 boulevard des Océanides

La durée de ses fonctions est indéterminée.

Article 14 – FIN DES FONCTIONS

1 - Les fonctions de la gérance prennent fin à l'arrivée du terme fixé.

2 - Cette fin peut également intervenir par l a démission, à condition qu'elle soit notifiée à chacun des associes ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trois mois au moins à l'avance. Cette démission n'est recevable, si le gérant est unique, qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée des associés en vue de nommer un ou plusieurs nouveaux gérants.

3 - Un gérant est révocable à tout moment par décision collective ordinaire de l'assemblée, pour juste motif. Cette révocation peut également intervenir par voie de justice, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages- intérêts.

4 - Si, pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir l'assemblée en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Dans le cas où la société serait dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la société.

Article 15 – PUBLICITE

La nomination et la cessation de fonctions de gérant doivent être publiées.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants, ou dans la cessation de leurs fonctions, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

Un gérant qui a cessé ses fonctions peut exiger, par toute voie de droit, toute modification statutaire et requérir l'accomplissement de toute publicité rendue nécessaire par la cessation de ses fonctions.

Article 16 – POUVOIRS DE LA GERANCE

1 – Pouvoirs dans les rapports avec les tiers

Dans ses rapports avec les tiers, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social et possède les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux, accomplir tous actes relatifs à cet objet, par tous moyens et voies de droit.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en ont eu connaissance.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la société – Le Gérant », suivis de la signature du gérant.

Sauf à respecter les dispositions prévues au paragraphe 2 du présent article, le ou les gérants peuvent constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la société, ou déléguer ces pouvoirs à toute personne, même par acte sous seing privé.

2 – Pouvoirs dans les rapports avec les associés

Dans ses rapports avec les associés, le ou les gérants peuvent accomplir tous les actes de gestion justifiés par l'intérêt social.

Article 17 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des fautes commises dans sa gestion, soit de la violation des statuts.

La gérance est tenue de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; d'autre part et sous sa responsabilité personnelle, la gérance peut déléguer temporairement ses pouvoirs pour toute décision spéciale.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 18 – REMUNERATION DE LA GERANCE

La rémunération du ou des gérants est fixée par décision collective ordinaire de l'assemblée.

Chaque gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements engagés dans le cadre de ses fonctions. Ce remboursement a lieu au vu de pièces justificatives.

TITRE V
- DECISIONS COLLECTIVES -

Article 19 – DOMAINE

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus à la gérance sont prises dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 20 – FORME

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée ; il en est de même de toutes celles décidant une modification des statuts.
Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite des associés.

Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Article 21 – OBJET

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions extraordinaires sont celles qui modifient les statuts.

Toutes les autres décisions prises en assemblée ou lors de consultations écrites sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

Article 22 – MAJORITE

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus des trois quarts du capital social.

Les décisions ordinaires sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Article 23 – MODALITES

I – Consultation dans le cadre d'une assemblée

1 - Convocation

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, sous la forme d'une lettre recommandée qui leur est adressée quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Tout associé peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. La gérance procède alors à la convocation selon les formes habituelles, mais elle peut valablement se contenter d'inscrire la question soumise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

2 – Ordre de jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Le contenu de l'ordre du jour et la portée des questions qui y sont inscrites doivent apparaître clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

nk

3 – Résolutions et documents d'information

L'ordre du jour doit être accompagné du texte des résolutions et de tout document nécessaire à l'information des associés.

Par ailleurs, durant le délai de quinze jours précédant l'assemblée, les documents adressés aux associés seront tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre copie.

4 – Réunion de l'assemblée

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la lettre de convocation.

Elle est présidée par un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence est assurée par le plus âgé.

Un secrétaire, associé ou non, peut être désigné.

5 – Représentation – Vote

Chaque associé a le droit de participer au votre et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé, ou par son conjoint, justifiant d'un pouvoir spécial.

6 – Procès-Verbaux

Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de la réunion, les noms et prénoms des associés présents et représentés, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports qui leur ont été soumis, le texte des résolutions mises aux voix, les noms, prénoms et qualité du président, un résumé des débats et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par la gérance et, s'il y a lieu, par le président de l'assemblée.

Ils sont consignés sur un registre spécial tenu au siège de la société, coté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais, soit par un juge du tribunal de commerce ou du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social. Ils peuvent également être établis sur des feuillets mobiles numérotés sans discontinuité, paraphés dans les mêmes conditions, et revêtus du sceau de l'autorité qui les a paraphés.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiées conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la société, ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

M

II – Consultation écrite des associés

1 – Forme

Lorsqu'une consultation écrite est possible, conformément aux dispositions de l'article 20 des présents statuts, les mêmes documents que ceux prévus en cas d'assemblée sont adressés aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent alors d'un délai de vingt jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre leur vote par écrit. Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON".

2 – Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux d'assemblée, à l'exclusion de toutes les mentions concernant la seule assemblée. Il y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit, et justifié que les formalités ont été respectées. La réponse de chaque associé est annexée au procès-verbal.

TITRE VI
- INFORMATION PERMANENTE DES ASSOCIES –

Article 24 – DROIT DE COMMUNICATION

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. Est éventuellement annexée à ce document la liste mise à jour des associés ainsi que des gérants.

Chaque associé a le droit de prendre par lui-même, une fois par an, connaissance au siège social de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et, plus généralement, de tout document établi par la société ou reçu par elle. Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Article 25 – QUESTIONS ECRITES

Les associés ont le droit de poser par écrit, deux fois par an, à la gérance, des questions sur la gestion sociale, auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois. Les questions et les réponses seront faites sous forme de lettres recommandées.

TITRE VII
- COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES RESULTATS –

Article 26 – COMPTES SOCIAUX

La gérance doit tenir une comptabilité des opérations sociales, conforme aux usages en vigueur.

A cet effet, en fonction de l'importance et de la nature de l'activité de la société, il pourra être tenu soit :

- une comptabilité en partie double, selon les normes du plan comptable national,
- une comptabilité en partie double conforme au plan comptable particulier applicable à l'activité définie dans l'objet social,
- une comptabilité simple enregistrant les recettes et les dépenses.

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges.

Article 27 – PRESENTATION DES COMPTES

Au moins une fois par an, la gérance rend compte de sa gestion aux associés et leur présente un rapport écrit sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Ce rapport, ainsi que tous les autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux avec la lettre de convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le même délai.

Les comptes sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Article 28 – AFFECTATION DES RESULTATS

Le bénéfice dégagé pour la période de référence est réparti entre les associés à proportion de leur participation dans le capital. La part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a apporté le moins.

Les associés peuvent cependant décider qu'une partie, ou la totalité du bénéfice, sera portée au crédit d'un compte bloqué au nom de la société.

Les associés supportent la perte, s'il en a été constaté une, dans la même proportion que le bénéfice. En cas d'existence d'un compte bloqué au nom de la société, elle sera compensée avec le résultat positif de celui-ci.

En tout état de cause, le mode d'affectation du résultat de l'exercice reste sans incidence sur les obligations fiscales personnelles de chaque associé, compte tenu de la réglementation en vigueur.

TITRE VIII
TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION PARTAGE- CONTESTATIONS

Article 29 – TRANSFORMATION

La transformation de la société en une société en nom collectif ou en commandite simple ou par actions appelle l'accord unanime des associés, donné en assemblée.

La transformation en société à responsabilité limitée ou en société anonyme est prononcée dans les conditions d'une décision extraordinaire.

La décision de transformation est prise au vu d'un rapport de la gérance apportant toute précision sur le projet de transformation.

La transformation de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

Article 30 - DISSOLUTION

I – Arrivée du terme statutaire

La société est dissoute à l'arrivée du terme fixé. La prorogation de la société peut cependant être décidée par les associés. Elle intervient alors dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider de cette prorogation.

A défaut de consultation à l'initiative de la gérance, tout associé pourra, après avoir mis en demeure la gérance d'y procéder par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

I.I – Dissolution anticipée

1 - Réunion de toutes les parts en une seule main

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Tout intéressé peut demander la dissolution de la société si sa situation n'a pas été régularisée dans un délai d'un an.

2 - Décision des associés

Les associés peuvent décider à tout moment la dissolution anticipée de la société, en assemblée, dans les conditions de majorité d'une décision extraordinaire.

3 – Absence de gérant

Dans le cas où la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la société.

Article 31 - LIQUIDATION

La dissolution de la société entraîne sa liquidation, hormis les cas de fusion ou de scission.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Pendant la durée de la liquidation, la dénomination de la société est suivie de la mention "Société en liquidation", et doit être accompagnée du nom du liquidateur.

La dissolution de la société met fin aux fonctions de la gérance. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution. Elle règle le mode de liquidation et nomme un liquidateur, qui peut être un ancien gérant.

Le liquidateur exerce sa mission pendant le délai nécessaire à son accomplissement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus à cet effet et, notamment, ceux de vendre, soit à l'amiable, soit aux enchères, en bloc ou en détail, tous les biens et tous les droits, de toute nature, mobiliers et immobiliers, appartenant à la société, afin de parvenir à l'entière liquidation de la société. Il ne peut, sans autorisation de la collectivité des associés, faire entreprendre de nouvelles activités par la société.
Il procède aux publicités nécessaires.

Le liquidateur rend compte, une fois par an, de l'accomplissement de sa mission aux associés qu'il réunit en assemblée convoquée dans les conditions fixées à l'article 23 ci-dessus. La décision de clôture de la liquidation est prise en assemblée après approbation des comptes définitifs de la liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation, ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Le liquidateur a droit à une rémunération qui est fixée par la décision qui le nomme.

Le liquidateur est révocable par décision collective ordinaire.

La nomination et la révocation du liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication. Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans l a nomination ou dans l a révocation du liquidateur, dès lors que celles-ci ont été régulièrement publiées.

Article 32 – <u>PARTAGE</u>

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges, est affecté au remboursement des droits des associés dans le capital social. Le solde, ou boni, est réparti entre les associés dans la même proportion que leur participation aux bénéfices. Il est fait application des règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle.

Tout bien apporté qui se retrouve, en nature, dans la masse partagée, est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Si les résultats de la liquidation font apparaître une perte, celle-ci est supportée par les associés dans les mêmes proportions que le boni.

Article 33 – <u>CONTESTATIONS</u>

Toutes les contestations concernant les affaires sociales, qui pourraient s'élever entre les associés, ou entre ces derniers et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront portées devant les tribunaux compétents.

TITRE IX
- DISPOSITIONS TRANSITOIRES -

Article 34 - PERSONNALITE MORALE- IMMATRICULATION AU R.C.S. POUVOIRS - ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

Conformément au nouveau code de commerce, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent tous pouvoirs à la gérance à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par les dispositions légales et réglementaires et notamment faire le nécessaire en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Par ailleurs, un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

Cet état, dont les associés déclarent avoir pris connaissance, demeurera annexé aux présents statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Article 35 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société.

Fait à PORNICHET,
Le 17 juin 2017

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Marc CHARIER